

Les crédits

Le président suppléant (M. DeBlois): Avant de reconnaître le député de Prince-Albert, je donnerai brièvement la parole au député de Saint-Maurice.

M. Denis Pronovost (Saint-Maurice): Monsieur le Président, j'ai écouté avec une grande attention mon collègue de Trois-Rivières, et j'ai tenté, à partir des propos qu'il a tenus, ainsi que des propos de la députée d'en face, la députée de Hamilton-Est, qui disait qu'il fallait que le Parlement du Canada s'oppose à la TPS parce que 85 p. 100 des Canadiens s'y opposaient. . . C'est son raisonnement, sa façon de voir les choses. J'aimerais savoir de la part du député de Trois-Rivières s'il est d'accord, parce que si on demandait demain matin aux citoyens canadiens: Êtes-vous pour l'impôt sur le revenu? Si on faisait un sondage, qu'est-ce que les citoyens canadiens répondraient? Ils diraient non. Si on demandait aux citoyens canadiens: Êtes-vous pour la taxe provinciale de vente au Québec? Que répondraient-ils? Si on demandait aux citoyens canadiens: Est-ce que vous êtes pour cela une taxe sur l'essence? Qu'est-ce que les citoyens diraient? Les libéraux en ont fait, cependant. Ils en ont fait des hausses de taxes.

Les citoyens canadiens n'étaient pas d'accord, mais ils avaient à gouverner. Ils n'ont pas fait comme ils auraient dû le faire, mais ils l'ont fait quand même. Quand on demande aux gens qui fument: Êtes-vous d'accord avec les taxes sur la cigarette? Les gens ne sont pas d'accord. Alors, comment pourrait-on gouverner, et je pose la question à mon honorable collègue de Trois-Rivières, un pays qui a un budget annuel de 147 milliards de dollars? Comment pourrait-on faire cela si on écoutait les propos démagogiques de ma collègue de Hamilton-Est? Abolir toutes les taxes et tous les impôts, et laisser les Canadiens sans être capables de pouvoir se diriger?

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, excellente question comme d'habitude, naturellement, de mon collègue de Saint-Maurice.

Vous savez, monsieur le Président, d'une part, il n'y a pas un député, même en vous incluant, monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois, qui aime les impôts et les taxes. Il n'y a personne ici qui aime cela et il n'y a personne chez la population canadienne qui aime cela. Mais, en même temps que l'on n'aime pas les taxes et les impôts, on aime les services que le gouvernement fédéral offre et que le gouvernement fédéral, dirigé par les conservateurs, veut continuer à donner à ceux qui en ont besoin dans ce pays. C'est là l'importance, monsieur le Président, que la TPS soit là pour créer les emplois, pour mettre le Canada au même niveau interna-

tional que tous les autres pays. Et, pour faire référence à la comparaison de la députée de Hamilton-Est qui disait que 85 p. 100 des Canadiens sont contre la TPS, donc il faut être contre, monsieur le Président, si je suivais le même raisonnement, la même logique, 85 p. 100 des gens meurent dans leurs lits. Est-ce qu'il faut abolir les lits?

Le président suppléant (M. DeBlois): Il reste une minute à la période de questions et observations. Trente secondes au député de Prince-Albert—Churchill River et 30 secondes de réplique au député de Trois-Rivières.

[Traduction]

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, il n'est guère surprenant que 85 p. 100 des Canadiens ne croient pas le gouvernement et ne voteront pas pour lui s'il y avait maintenant des élections, quand le député dit que les Canadiens devraient réduire leurs dépenses alors qu'ils sont en train de perdre leurs exploitations agricoles, leur maisons et leurs entreprises.

Je voudrais poser ces questions au député: Convient-il avec le ministre des Finances que, en fait, il n'y a pas de récession dans notre pays? Dans l'affirmative, à quel stade pense-t-il qu'une récession commencerait, combien de temps faut-il que cela dure, et s'il y a une récession, quel genre de changements voudrait-il qu'on apporte aux programmes?

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): L'honorable député de Trois-Rivières, très brièvement.

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, non, il n'y a pas de récession. Oui, il y a un ralentissement économique. Quand est-ce qu'il y a une récession? Quand il y a des politiques imbéciles comme on a connues en 1981, là, il y a une récession. C'est dans ce temps-là qu'il y a une récession.

Le président suppléant (M. DeBlois): Fin de la période de questions et commentaires. La parole est à l'honorable député d'Ottawa-Sud.

[Traduction]

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat.

Je dois dire que j'ai écouté de nombreux discours à la Chambre depuis un an et demi ou presque deux ans. Si j'avais pu avoir la parole pour des questions et commentaires à propos du discours précédent, celui-ci est le premier, je pense, au sujet duquel je pourrais sincère-